



**Se concerter pour relever ensemble les défis de la Guinée**

**APPEL A CANDIDATURES  
SUR LA TRANSPARENCE DES RESSOURCES PUBLIQUES**

**Juillet 2012**

## **1. CONTEXTE**

Le Programme concerté de Renforcement des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéennes (PROJEG) intervient en Guinée depuis 2007. Il s'investit dans la mise en place de cadres concertations entre les pouvoirs publics et la société civile guinéenne pour la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles. Il est financé à 75% par l'Agence Française de Développement et à 25% par les OSC guinéennes et françaises...

L'objectif général du PROJEG est que « La société civile guinéenne, et notamment les organisations de jeunes dans le cadre d'un partenariat pluri-acteurs, pèse sur la définition et la mise en œuvre des politiques publiques, afin que ces politiques contribuent au développement durable et à la réduction des inégalités et de la pauvreté » Cet objectif se décline en 2 objectifs spécifiques :

- Amener la société civile à contribuer à l'évolution des politiques publiques et à leur mise en œuvre au niveau national, régional et local.
- Appuyer la Société Civile dans la consolidation de la démocratie et de la paix pour favoriser le débat public et la mise en œuvre efficace des politiques publiques.

Pour l'atteinte du premier objectif spécifique, le PROJEG s'appuie sur 3 politiques leviers que sont : i)- l'environnement minier, ii)- la gestion des ressources publiques et iii)- la jeunesse. Ces politiques constituent pour le PROJEG des moyens de mobilisation de la société civile et des portes d'entrée pour l'accompagnement de la société civile dans la formulation des propositions porteuses de changement.

Dans la deuxième étape de sa phase programme (2010/2012) le Projeg a mis en place un nouvel outil pour appuyer les osc guinéennes à travers « l'appel à candidatures » pour soutenir des initiatives de la société civile qui concourent à la mise en œuvre des politiques leviers. C'est dans ce cadre que le Projeg lance le présent appel à candidature sur la transparence des ressources publiques.

La 4<sup>ème</sup> Assemblée Générale du PROJEG (28-30 mars 2012) a défini ce que l'on entend par ressources publiques : « Les ressources publiques désignent l'ensemble des biens (matériels, immatériels, financiers) appartenant à la population, gérées par l'Etat et les collectivités locales. ». Elle estime que la transparence est : « La manière par laquelle les ressources sont gérées suivant les règles et principes édictés en la matière, et qui sont connus de tout le monde ».

Les membres de l'AG relèvent l'insuffisance d'information de la population sur l'allocation et l'utilisation des fonds. Au vu de ce constat, ils ont estimé important de se pencher sur la gestion des ressources publiques pour les raisons suivantes :

- Elles nous appartiennent à tous,
- Il faut lutter contre la corruption et le détournement des deniers publics,
- Il est impératif de restaurer la confiance entre gouvernés et gouvernants.

L'éducation, la santé, les mines et l'agriculture ont été identifiés par l'AG comme les secteurs prioritaires qui doivent faire l'objet d'un travail afin de permettre au citoyen de vérifier l'utilisation des ressources qui leur sont affectées.

## **2. OBJECTIFS**

La transparence des ressources publiques, thématique de cet appel à candidatures, vise à amener les organisations de la société civile à se familiariser avec les techniques de contrôle citoyen. L'éducation et la santé ont été les domaines retenus sur lesquels les organisations de la société civile pourront s'investir et développer des compétences en matière de contrôle citoyen.

Dans ces deux secteurs, la pratique dans le PROJEG au niveau local a démontré l'implication importante des OSC sur la lutte contre la corruption. Le programme a également appuyé des OSC à rendre compte des avancées constatées dans la mise en œuvre du programme EPT et à participer aux Etats généraux de l'Education.

Le PROJEG souhaite continuer à soutenir ce travail et à faciliter les relations de proximité et de redevabilité entre citoyens et pouvoirs publics locaux afin que cela se traduise par des avancées rapides dans la gouvernance locale. Il souhaite accompagner les OSC dans le suivi, l'analyse et le contrôle de l'utilisation des ressources publiques au niveau local.

Dans cet esprit, le PROJEG vise à promouvoir des dynamiques locales et/ou régionales capables de mobiliser et de fédérer les différentes parties prenantes et de mettre à l'échelle les bonnes pratiques en la matière.

L'objectif étant d'obtenir :

- La redevabilité comme une pratique ancrée : l'administration rend compte de la gestion des ressources publiques allouées à la santé ou à l'éducation,
- La gestion des secteurs de la santé et de l'éducation est plus transparente : les engagements sont connus de tous et les procédures mieux respectées. Les réalisations sont effectives.

### **3. QUELLES SONT LES INITIATIVES SOUTENUES ?**

Le programme soutiendra des initiatives allant dans le sens de ces objectifs et répondant en particulier à l'atteinte des résultats suivants :

- Les OSC sont outillées sur l'analyse du budget public.
- Les OSC connaissent le budget du secteur choisi (Education ou Santé) les parts affectées à leur région administrative, les dépenses prévues et leur niveau d'exécution. Elles sont capables de dresser un état des lieux et réaliser une analyse des écarts.
- Les OSC restituent l'état des lieux à l'ensemble des parties prenantes de leur région sur la gestion des ressources publiques affectées au secteur de la santé ou de l'éducation. Elles assurent une information citoyenne et construisent une concertation avec les pouvoirs publics.
- Des actions sont identifiées avec les pouvoirs publics au niveau de la région pour corriger les dysfonctionnements

### **4. A QUI S'ADRESSE L'APPEL À CANDIDATURES ?**

#### ***4.1. Typologie des organisations éligibles***

Sont éligibles à cet appel les organisations françaises et guinéennes de type suivant :

- associations
- réseaux/plateformes
- syndicats
- association d'élus locaux (Association Nationale des Communes de Guinée)
- universités
- médias

Sont exclues les OSC qui ont été choisies dans le cadre de l'appel à candidature sur la fiscalité locale.

#### ***4.2. Secteurs et Zones éligibles***

Les secteurs ciblés par cet appel sont :

- Education
- Santé

Les consortiums indiquent dans leur proposition le secteur (éducation ou santé) sur lequel ils vont travailler.

Les territoires concernés par cet appel sont :

- Le territoire de la région administrative
- La région spéciale de Conakry

#### **4.3. *Durée des projets***

Pour cet appel à candidatures, la durée maximale du projet est limitée à 9 mois.

### **5. CRITÈRES DE SÉLECTION**

Seules les actions portées par un consortium constitué d'au moins de 3 types d'organisations pourront être soumises. Le consortium doit se choisir une OSC porteuse de l'action.

#### **5.1. *Critères relatifs à l'OSC porteuse***

Pour accéder aux fonds, l'OSC porteuse de l'action au nom du consortium doit remplir les critères ci-après :

- Être légalement agréée à quelque niveau que ce soit (préfectoral, régional et national) ;
- Disposer d'un compte dans un établissement bancaire ;
- Être en mesure de justifier de son opérationnalité (documents administratifs à jour, PV de réunion, rapports d'activités, plan d'action, dernières activités etc....) ;
- Exister depuis au moins 2 ans ;
- Disposer d'un siège social reconnu ;
- Pouvoir justifier d'une certaine expertise dans son domaine d'intervention ;
- Prouver sa capacité à mobiliser des fonds (fonds propres ou issus de partenariats) ;
- Partager les valeurs du programme en ayant ratifié la charte ;
- Joindre au besoin les documents des membres du consortium (agrément, règlement intérieur, statuts...).

## **5.2. Critères relatifs au consortium**

Le consortium doit répondre aux critères suivants :

- il est constitué d'organisations qui travaillent sur le territoire de la région administrative ou de la région spéciale de Conakry

Le consortium doit s'engager à :

- rendre compte du processus de suivi et des résultats obtenus au Collège de sa région ;
- partager les outils produits et informer des résultats atteints lors de son compte-rendu technique et financier ;
- rendre des rapports techniques et financiers intermédiaires tous les trois mois et un rapport final, deux semaines après la clôture des activités.

## **6. EVALUATION ET SÉLECTION DES PROPOSITIONS**

- L'éligibilité des propositions sera examinée par des comités d'instruction régionaux ;
- L'instruction des propositions d'actions se fait par les comités d'instruction et sur la base d'une grille d'analyse et d'évaluation ;
- Ces comités émettent leur avis et transmettent au Secrétariat Exécutif ;
- Le Comité de Pilotage prend la décision finale de sélection ;
- En cas de réserve, mandat peut être donné par le Comité de Pilotage aux membres du Secrétariat Exécutif pour qu'ils appuient les organisations porteuses d'actions retenues dans l'amélioration de leurs propositions.

## **7. COFINANCEMENT**

Au titre du co-financement, les OSC soumissionnaires doivent garantir une mobilisation de ressources privées pour les actions éligibles. Le PROJEG amène 75% des fonds. Le consortium doit amener les 25% restant dont 15% en fonds d'origine privée et 10% en valorisation.

## **8. CONTRACTUALISATION ET MISE EN ŒUVRE :**

- La constitution du consortium doit être matérialisée par une convention de partenariat signée par les représentants des organisations membres
- Une convention précisant les modalités pratiques de mise en œuvre des actions financées sera établie entre le chef de file et l'organisation représentant le consortium.
- Les décaissements des fonds s'effectuent en plusieurs tranches ponctuées par des comptes-rendus techniques et financiers intermédiaires et finaux. Ces tranches sont définies dans la convention entre le chef de file et l'organisation porteuse du consortium.
- A la fin de l'action, le consortium doit justifier l'ensemble des fonds (les 75% amenés par le PROJEG, les 15% de cofinancement privé et les 10% de valorisation).

## **9. MODALITÉS DE DÉPÔT**

- Les propositions sont envoyées par mails et déposées sous pli fermé auprès:
  - des Coordinateurs régionaux abrités par le CENAFOD pour la Haute Guinée, INADER pour la Guinée forestière, APEK pour la Basse Guinée, NANTES GUINEE pour la Moyenne Guinée, Aide et Action pour la région spéciale de Conakry, Aide et Action France pour la France.
- Des accusés de réception seront remis au dépôt des propositions.
- Les versions électroniques et papiers sont à déposer ensemble.
- Les propositions d'actions seront rédigées sur la base d'un canevas en annexe.

Les propositions d'action sont recevables dès après la diffusion des TDR.

## **10. CALENDRIER :**

- 13 juillet : lancement de l'appel à candidatures
- 13 août : clôture de l'appel
- 14 septembre : résultats de la sélection

## **11. QUELQUES CONTACTS AU PROJEG**

**Pour toutes informations complémentaires et le canevas de rédaction des propositions, prenez contact avec les personnes ci-dessous**

<b>REGIONS</b>	<b>COORDINATEURS</b>	<b>TELEPHONES</b>	<b>MAILS</b>
<b>Guinée Forestière</b>	<b>Alain KOLIE</b>	<b>68 64 59 27 64 42 72 79</b>	<b>alainkoweta@yahoo.fr</b>
<b>Moyenne Guinée</b>	<b>Souleymane SOW</b>	<b>68 78 2332 60 39 06 19</b>	<b>sowbantama@yahoo.fr</b>
<b>Basse Guinée</b>	<b>Mady DIAWANDO</b>	<b>60 55 18 07</b>	<b>Mady_diawando@yahoo.fr</b>
<b>Haute Guinée</b>	<b>Gabriel OUENDENO</b>	<b>68 06 14 48 65 61 51 74</b>	<b>gabykomaro@yahoo.fr</b>
<b>France</b>	<b>Sonia VINOLAS</b>	<b>+33 (0) 1 55 25 70 43</b>	<b>sonia.vinolas@aide-et-action.org</b>
<b>Conakry</b>	<b>Cheick M. TOURE</b>	<b>68 73 19 28 67 31 77 12</b>	<b>Chetoum2005@yahoo.fr</b>



# **APPEL À CANDIDATURE 2012**

## **CANEVAS DE REDACTION**

Juillet 2012

## **PRESENTATION GENERALE DU PROJET**

*(Page de garde)*

**TITRE DU PROJET :**

--

**PERIODE D'EXECUTION :**

-

**ZONES DE COUVERTURE :**

-

**BENEFICIAIRES :**

-

**OSC MEMBRES DU CONSORTIUM:**

-

**COUT DE L'ACTION:**

COUT DU PROJET	PART PROJEG : 75%	PART COFI 15%	PART VALO 10%

**N° du compte et institution bancaires de l'OSC porteuse :**

## DESCRIPTION DE L'ACTION

### A- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

*Quelle compréhension de la problématique avez-vous ?*

*Quels sont les premiers éléments de constat que vous posez et qui révèlent l'intérêt de travailler sur cette question dans la région ?*

### B- ACTIVITES

*Décrivez et justifiez les activités pour l'atteinte de chacun des résultats de l'appel à candidature en précisant les acteurs, les outils, les cibles, la durée, etc.*

### C- RESULTATS et PRODUITS

*(Quantifier le plus possible)*

*Préciser les résultats et produits par rapport à chacune des activités développées?*

### D- STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

*D.1. Présentez les membres du consortium et justifiez ce choix.*

*D.2. Déclinez la responsabilité de chacune des organisations membres du consortium.*

*D.3. Elaborez un plan d'action indiquant le calendrier de mise en œuvre, les résultats attendus, les acteurs.*

PERIODE	ACTIVITES	RESULTATS ATTENDUS	DEMARCHE	ACTEURS (impliqués)	LIEUX
<b>Résultat 1 :</b>					
<b>Résultat 2 :</b>					
<b>Résultat 3 :</b>					

## **E- DISPOSITIF DE SUIVI:**

### **E.1. Indicateurs :**

*Quels sont les indicateurs de résultats ?*

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	Sources de vérification (éléments et lieux)
RA 1:.....	1. 2. ....	
RA 2 : .....	1. 2. ....	
RA 3 :.....	1. 2. ....	

### **E.2. Proposition de fonctionnement du dispositif de suivi**

*Comment va se réaliser le suivi de la mise en œuvre ?*

## **F- BUDGET**

### **F.1. Budget détaillé du projet**

N°	DESIGNATION	Qté	P.U	TOTAL	Dont Dépenses directes	Dont Valorisation
	<b>Résultat 1</b>					
	Activité 1.1					
	Intitulé de la dépense					

	Activité 1.2					
	<b>Résultat 2</b>					
	Activité 2.1					
	Etc.					
	<b>TOTAL</b>					

Structurer le budget sur la base des principales activités.

**La valorisation doit représenter 10% du total des dépenses.**

### **F.2. Plan de décaissement**

N°	ACTIVITES	PERIODES			TOTAL
		Trimestre1	Trimestre2	Trimestre3	
	<b>TOTAL</b>				

### **G- ANNEXES :**

- Fiche signalétique des organisations membres du consortium (cf. fiche signalétique ci-jointe),
- Résumé des principales activités menées antérieurement sur la thématique (activités, territoires, enveloppes, résultats, durée, produits obtenus).



Se concerter pour relever ensemble les défis de la Guinée

## FICHE SIGNALÉTIQUE DES OSC MEMBRES DES CONSORTIUMS

Nom et sigle :	
Date de création :	
Date d'obtention et numéro d'agrément <sup>1</sup> :	
Siège de l'organisation :	
Date de tenue de la dernière AG :	
Nombre de salariés et/ou de bénévoles :	
Zone(s) couverte(s) :	
Domaine(s) d'intervention :	
Principales activités et périodes de mise en œuvre :	
Budget de l'organisation :	
Financements obtenus (montant et bailleur(s)) :	

<sup>1</sup> Pour les OSC disposant de ces documents.